

SURVIVANTES CONTRE LE SILENCE



Après des siècles de parole muselée, l'émergence des « survivantes », ces dernières années, a apporté un poids décisif aux organisations abolitionnistes qu'elles sont venues rejoindre. Face aux représentantes du « travail du sexe », les survivantes de la prostitution entendent avec la force de leur expérience peser sur l'opinion mais aussi sur les choix politiques.

Partout dans le monde, et pour la première fois, des femmes dénoncent publiquement les violences qu'elles ont vécues dans l'exploitation sexuelle commerciale. Au delà de leur témoignage personnel, elles mettent en lumière les dommages occasionnés à la société tout entière. Et elles élaborent des programmes permettant aux femmes en situation de prostitution de trouver des alternatives.

Les survivantes n'ont pas de liens avec l'industrie du sexe et n'ont aucun intérêt financier à défendre. Les moyens dont elles disposent pour se faire entendre, financièrement et politiquement, sont donc sans commune mesure avec ceux des représentant.es des lobbies pro-prostitution. Pourtant, rien ne peut empêcher cette parole de résonner dans le monde entier...

Nous avons voulu faire connaître ces survivantes et l'importance de leurs messages. Une parole puissante qui peut tout simplement changer le monde. On l'a vu, à New Delhi en 2017, lors du second Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des femmes et des filles, ou lors de la CSW 2018, devant les Nations Unies, leur force à la tribune est sans égale. Elle a déjà largement pesé dans les choix politiques de pays comme la France et l'Irlande après la Suède, la Norvège et l'Islande. Et ce n'est qu'un début.

- dossier réalisé par Claudine Legardinier



Vednita CARTER, Amérique du Nord

Une pionnière, fondatrice en 1985 de WHISPER (Women Hurt in Systems of Prostitution Engaged in Revolt), puis de Breaking Free en 1996. Elle a été consultante au ministère de la Justice et auprès du FBI, du Congrès américain et des Nations unies. Elle est autrice d'articles et de livres.



Rachel MORAN, Irlande

Prostituée de 15 à 22 ans, devenue journaliste, elle a lancé la campagne *Turn off the red light* en 2011 et s'est fortement impliquée dans la campagne pour le modèle nordique en Irlande. Fondatrice de SPACE International, elle travaille avec la CATW et le Lobby Européen des Femmes. Elle a publié *Paid for* en 2013.



Norma Hotaling, Amérique du Nord

Ancienne victime de prostitution et héroïne-mane, Norma Hotaling (1951-2008) était une activiste féministe et une militante abolitionniste. Elle fonde à San Francisco Standing Against Global Exploitation (SAGE) en 1992. Elle est restée célèbre pour avoir conçu avec SAGE le premier programme de sensibilisation destiné aux « clients », la « John's school ».



Fiona BROADFOOT, Royaume-Uni

Prostituée à l'âge de 15 ans et pendant 13 ans, elle a arrêté la prostitution après le meurtre de sa jeune cousine par un « client ». Elle a fondé en 1996 Street Exit, commencé à délivrer son témoignage à travers la Grande-Bretagne et à assurer des formations sur la prostitution. Elle a milité avec succès pour le retrait des faits de prostitution des casiers judiciaires.



Autumn Burris, Amérique du Nord

Fondatrice et directrice de Survivors for Solutions, membre de SPACE, Autumn Burris combat depuis plus de vingt ans l'exploitation sexuelle et toutes les formes de violences faites aux femmes. S'appuyant sur son vécu et son expertise, elle plaide pour changer les législations et améliorer le soutien des victimes. Autumn Burris est une consultante régulièrement invitée par les Nations Unies et plusieurs instances internationales et fédérales.



Grizelda GROOTBOOM, Afrique du Sud

Abandonnée par ses parents, condamnée à la rue dans les townships, vendue à un gang, victime de viols innombrables, prostituée pour des réseaux nigériens, elle se drogue pour supporter son sort. Aujourd'hui elle milite avec Embrace Dignity (membre de Cap international) pour qu'aucune femme n'ait plus à vivre ce qu'elle a vécu.



Rosen HICHER, France

Prostituée pendant 22 ans, révoltée à l'idée que de nouvelles générations de filles puissent être piégées dans la prostitution, elle s'est engagée corps et âme en faveur de la loi de 2016. Elle a su inventer des formes d'action nouvelles pour interpeller les élu.e.s : par exemple une marche de près de 800 km entre les villes où elle avait été prostituée.



Cherie JIMENEZ, États-Unis

Entrée dans la prostitution après un mariage forcé à l'adolescence, sans ressource, devant nourrir son enfant, le désespoir l'a menée vers un parcours de violence. D'abord escort, puis addictée à l'héroïne, elle sort de prostitution en 1990 au bout de vingt ans. Elle reprend des études à l'université et fonde en 2006 l'association d'aide Eva Center (Education, Vision and Advocacy, USA), membre de Cap international.



Fatima KATOON, Inde

Née dans la communauté Nat, une des plus basses castes, vendue et mariée à neuf ans à un proxénète de 40, elle a eu six enfants au sein du bordel où elle était exploitée. Dotée d'une force hors du commun, elle a réussi à instruire ses filles et a contribué à sauver 35 jeunes filles du bordel. Engagée depuis 2004 à Apne Aap, association indienne qui vient en aide aux personnes prostituées, où elle travaille à scolariser les filles de celles-ci. Elle dit fièrement qu'elle est vue dans sa communauté comme une terroriste.



Jackie LYNNE, Canada

Cofondatrice de Indigenous Women Against the Sex Industry (IWASI), qui soutient les femmes autochtones victimes de violences. Femme autochtone, victime d'inceste par son beau-père de 12 à 17 ans. Dénonce la violence sexuelle masculine en lien avec la colonisation.



Mickey Meji, Afrique du Sud

Inlassable avocate des droits humains, de la cause des femmes et de l'abolition de la prostitution, elle est co-fondatrice du premier mouvement des survivantes en Afrique, qui propose un programme de soutien aux personnes prostituées. Elle intervient au sein du Conseil national sida sud-africain. Elle sensibilise les femmes et les jeunes aux dangers de la prostitution pour éviter à d'autres de vivre ce qu'elle a vécu.



Rebecca MOTT, Royaume-Uni

Forcée par son beau-père à regarder de la pornographie très violente alors qu'elle était enfant, prostituée de 14 à 27 ans, souffrant de stress post-traumatique, elle a créé un blog pour réclamer l'abolition de la prostitution et dénoncer politiquement sa violence.



Laurence NOËLLE, France

Victime d'inceste puis de proxénétisme à l'âge de 17 ans, longtemps dépendante à l'alcool et aux drogues. Elle est aujourd'hui formatrice en relations humaines et intervient dans des programmes de prévention de la violence, entre autres en milieu carcéral. Elle participe également aux stages de sensibilisation en direction des clients prostitués mis en place par la loi de 2016.



Tanja RAHM, Danemark

Agressée par un pédocriminel à l'âge de 10 ans (qui lui a donné de l'argent pour qu'elle se taise), prostituée pendant 3 ans, elle en sort à 23 ans en état de stress post traumatique. Elle est devenue thérapeute, sexologue, enseignante et a publié des livres et de nombreux articles. Elle a fondé une association abolitionniste au Danemark.



Shanie ROY, Québec

Prostituée de 15 à 19 ans, elle travaille avec la Concertation des Luttres contre l'Exploitation Sexuelle (CLES) et est cofondatrice du Collectif d'aide aux femmes exploitées sexuellement.

UNE RÉVOLTE PLUS FORTE QUE TOUT

Qui sont les « survivantes » de la prostitution ? Avant tout, des femmes animées par une exigence personnelle et collective, engagées dans une aventure et un combat qui sont un vrai moteur de changement pour la société, une reconstruction et une voie d'« empowerment » (émancipation) pour elles-mêmes.

« SURVIVANTE » : LE POIDS DES MOTS

Certain.es ne survivent pas. Récemment, en l'espace de deux mois, une jeune femme a été assassinée près de Nîmes et deux autres dans le quartier de prostitution de Bruxelles, tuées par des « clients » (lire p. 9). Le mot est donc fort, autant que la prostitution est violente.

Survivante de la prostitution est celle qui survit aux insultes, aux menaces, aux coups, aux vols, aux viols, aux tentatives de meurtre. « Dans les pays anglo-saxons, en Asie du Sud-Est, en Amérique du Sud, en Suède, les femmes qui ont vécu dans la prostitution et en sont sorties se désignent elles-mêmes comme “survivantes de la prostitution” », écrivait Malka Marcovich, rapporteure de la Commission Nationale contre

les Violences envers les Femmes en 2002^[1]. « Dès les années 1970, le mouvement féministe, aux États-Unis d'abord, a défendu ce terme dans un contexte global de prise de parole des femmes » explique-t-elle : « J'ai compris la fonction politique du mot “survivante” en lisant le livre de Kathleen Barry, L'esclavage sexuel des femmes^[2] et en entendant Norma Hotaling, ancienne prostituée, dire à la Conférence de Brighton en 1996^[3] : “Je parle ici pour toutes les femmes qui ne peuvent pas parler, pour toutes celles qui sont mortes à cause de la prostitution, toutes celles qui sont mortes parce qu'elles voulaient parler.” Le terme a une fonction politique. Il est à la fois une dénonciation et un moyen de pointer la violence extrême que constitue la prostitution. Pour celles qui en sortent, se présenter comme des survivantes et non comme des victimes est un moyen d'asseoir leur dignité et leur “empowerment”. »

LE RISQUE DE LA PAROLE

« Si j'osais parler, je prenais le risque d'être rejetée. Si je me taisais, je devais continuer à supporter le poids de la honte et de la douleur. » Voilà pourquoi Laurence s'est tue pendant vingt

[1] Malka Marcovich, Adeline Hazan, « Le système de la prostitution, une violence à l'encontre des femmes », La Documentation française, 2002. <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/024000228/index.shtml>.

[2] Kathleen Barry, L'esclavage sexuel des femmes, Stock, 1982.

[3] International Conference on Violence, Abuse and Women's Citizenship, Brighton, Royaume-Uni, 11-15/11/1996.



DES ÉTAPES QUI ONT MARQUÉ L'HISTOIRE DES SURVIVANTES

« C'EST IMPORTANT DE NE PAS NOUS RÉDUIRE À LA SEULE IDENTITÉ DE SURVIVANTE. JE SUIS PLUS QU'UNE SURVIVANTE AUJOURD'HUI, TOUT COMME J'AI TOUJOURS ÉTÉ PLUS QU'UNE FEMME PROSTITUÉE. »

NIKKI BELL

- ☐ 1985 : Women Hurt in Systems of Prostitution Engaged in Revolt (WHISPER), fondé à Minneapolis par Evelina Giobbe, vendue à un proxénète à l'âge de 14 ans.
- ☐ 1992 : Standing against Global Exploitation (SAGE), centre d'aide aux femmes en situation de prostitution, fondé à San Francisco par Norma Hotaling (1951-2008), ex-prostituée et héroïnomane.
- ☐ 1996 : Breaking Free, fondé par Vednita Carter, est le premier programme aux États-Unis à fournir un logement aux femmes prostituées et à leurs enfants. En une vingtaine d'années, Breaking Free a aidé plus de 7 000 personnes et eu des contacts avec plus de 22 000 dans la rue.
- ☐ 2002 : Apne Aap, association indienne qui soutient 20 000 femmes prostituées est fondée par 22 survivantes et Ruchira Gupta, une journaliste et militante féministe.
- ☐ 2012 : SPACE International, fondé en Irlande, prend en 2013 une dimension internationale en rassemblant des survivantes de France, Danemark, Allemagne, Irlande, Canada, Australie, Afrique du Sud, États-Unis, Grande-Bretagne.
- ☐ 2016 : World Without Exploitation est créé par la Coalition Against Trafficking in Women (CATW) et d'autres organisations pour faire entendre la vérité sur la prostitution à travers la parole de celles qui y ont survécu et travailler à un monde « où nul.le ne soit acheté.e, vendu.e ou exploité.e ».

ans. Quand elle a trouvé la force, elle a mis quatre années^[4] à écrire son livre *Renâtre de ses hontes*, signé de son prénom accolé à un pseudo. « J'ai souffert de contractures qui m'ont paralysée, de maux de ventre à rester pliée en deux, de vomissements, de crises de sanglots pendant des semaines. Replonger dans mon histoire me renvoyait à un torrent d'émotions et de sentiments : le chagrin, l'isolement, la colère, la haine, la honte, la culpabilité... »

En 2014, quand Rosen a terminé sa marche (743 km en 39 jours), quatre survivantes lui ont adressé un message de soutien. Elles y parlaient du « regard des gens », de la difficulté de « se battre pour la cause à visage découvert », confiaient leur peur de perdre leur travail et de voir leurs enfants insultés. « Je ne peux pas parler, j'en ai la tête qui explose », nous disait une jeune femme sortant de prostitution qui craignait les réactions de son entourage à qui elle avait toujours été obligée de cacher la vérité.

Et on ne parle pas ici des risques de représailles qui pèsent sur les victimes de traite et de proxénétisme. En Colombie, en 2017, survivantes et activistes abolitionnistes ont dû bénéficier de protection policière, et certaines ont même reçu des gilets pare-balles.

S'engager comme survivante est donc lourd. Des organisations accueillent les femmes qui veulent dénoncer la prostitution pour l'avoir vécue mais aucune ne les y oblige. Car certaines renoncent pour des raisons faciles à comprendre. « Même si je sais que le combat est important, pour moi, c'est trop dur d'être sans cesse renvoyée à ce passé et de ne me sentir utile qu'au travers de ça », nous confiait Noémie^[5]. Elle ajoutait : « J'ai envie d'oublier. »

DES OBJECTIFS MULTIPLES

« Les systèmes de prostitution, par nature, privent les femmes de leur voix et la décision de les dénoncer publiquement est souvent une manière pour elles de reconquérir leur pouvoir personnel », explique SPACE International.

« Le changement est un chœur, pas un solo », déclare World Without Exploitation. « Quand nous avons lancé notre coalition nationale en 2016, nous savions qu'individuellement nous étions puissantes. Mais ensemble, nous pouvions devenir une force politique. »

« J'avais besoin d'exorciser les épreuves que j'avais traversées. En même temps, il fallait que je dénonce le système pour éveiller les consciences, pour que les femmes et les hommes connaissent les implications de la prostitution, à travers ce que j'ai ressenti psychologiquement, et politiquement d'un point de vue féministe » résume l'Irlandaise Rachel Moran.

« Nos histoires de vie sont des histoires de changement », déclare World Without Exploitation. Les partager est aussi un chemin d'« empowerment » : développer le soutien mutuel, les capacités et le leadership est l'objectif de nombreuses organisations de survivantes.

Survivors for Solutions propose des méthodes destinées à faire passer les personnes du statut de victimes à celui de survivantes et de leaders en les aidant à se défaire ensemble de la méfiance, de la peur, de l'humiliation et du traumatisme.

Survivor Speak USA, un groupe de survivantes basé dans le Maine, a créé Survivor Advocacy Leadership Training (SALT) ; une association qui forme les survivantes à l'organisation de meetings, à la prise de parole en public et à l'analyse des textes de loi.

[4] Rachel Moran, quant à elle, a mis 11 ans à écrire *Paid for* : « C'était trop douloureux ».

[5] « Je n'étais plus rien, un corps et puis c'est tout. » <http://www.prostitutionetsociete.fr/temoignages/noemie-je-n-etais-plus-rien-un>.



DU « SEX WORK » À L'ABOLITIONNISME

Certaines survivantes ont d'abord été des défenseuses du « travail du sexe ». « À l'époque, je vous aurais dit que la prostitution était un geste de pouvoir, de libération. Il me fallait penser ça – comment aurais-je pu me regarder dans le miroir autrement ? » dit aujourd'hui Trisha Baptie (Canada). C'est aussi le cas de Rosen Hicher en France et de Mickey Meji en Afrique du Sud. Rosen a publié en 2009 un livre (*Rosen. Une prostituée témoigne*, Bordsoules, 2009) où elle se prononçait en faveur des maisons closes. Aujourd'hui, elle s'en dit elle-même choquée. « À l'époque, j'étais entourée de gens qui me confortaient dans ma situation » explique-t-elle. « Et puis, un jour, je me suis réveillée. »

Mickey Meji (« From "Sex Work" Advocate to Survivor Leader: A Journey Embraced », *Huffington Post*, 25/05/2017) raconte comment elle a été recrutée par SWEAT, une organisation pro-prostitution en Afrique du Sud avant de se rebeller contre l'idée de décriminaliser les proxénètes et de rejoindre l'association abolitionniste Embrace Dignity qui propose soutien et programmes de sortie de prostitution.

DES MESSAGES, DES ACTIONS, DES VICTOIRES

Soutenir les victimes du système prostituteur, conscientiser l'opinion, rendre visibles les violences et dommages causés par la prostitution, militer pour la décriminalisation des personnes prostituées et la pénalisation des prostituteurs, peser sur les changements législatifs... Les survivantes ont fourni des efforts immenses dans ces nombreux domaines et ont aussi pris la parole publiquement, notamment dans les médias.

Fournir des programmes et des services d'aide aux femmes qui veulent sortir de la prostitution

« UNE FEMME QUI EST SORTIE DE LA PROSTITUTION SAIT DE QUOI LES AUTRES ONT BESOIN. ELLE EST EN MESURE D'ÉTABLIR AVEC ELLES UNE RELATION DE CONFIANCE, QUAND LA VIOLENCE ET L'EXPLOITATION SEXUELLE RENDENT LA CONFIANCE SI DIFFICILE. »
NORMA HOTALING

Se mettre au service des femmes en situation de prostitution qui en ont besoin est un des premiers réflexes des survivantes : écoute, aide à l'emploi et au logement, éducation, services divers...

Depuis 1996, avec Breaking Free, les programmes d'aide se sont multipliés, notamment aux États-Unis et au Canada. On peut citer Cherie Jimenez et son Eva Center (Education, Vision and Advocacy) ou Trisha Baptie avec EVE (formerly Exploited Voices now Educating).

Rendre visibles les violences prostitutionnelles, le sexisme et le racisme

« SE PROSTITUER, C'EST SIGNER UN CONTRAT POUR ÊTRE VIOLÉE. »
RACHEL MORAN, PAID FOR, 2013

« MÊME SI ON NOUS DONNE DE L'ARGENT POUR NOUS VIOLER, CELA RESTE UN VIOL. »
FATIMA KHATOON, INDE

Rebecca Mott s'est engagée comme survivante et a milité pour l'abolition de la prostitution après les meurtres de plusieurs femmes prostituées à Ipswich en Angleterre^[6].

Révoltée de voir la répression et le blâme peser sur les femmes prostituées, Norma Hotaling est allée discuter dans les quartiers de San Francisco pour expliquer que les femmes n'étaient pas sur le trottoir par choix et faire prendre conscience des violences de la prostitution.

Toutes dénoncent les violences qu'elles ont subies. Parfois crûment comme peuvent le faire en France, Rosen Hicher et Laurence Noëlle lors d'auditions, de colloques, de conférences.



Survivantes lors du Congrès mondial de Delhi en Inde.

Au Canada, Jackie Lynn parle de « *fémicide prostitutionnel* ».

Dans leur message de soutien à Rosen, les survivantes de Strasbourg évoquaient la peur, l'envie de vomir, la drogue, l'alcool, les envies suicidaires : la prostitution comme un lieu où l'on perd la santé et même la vie.

Ce travail de longue haleine n'a jamais cessé. Aujourd'hui, SPACE International, par exemple, dit être engagée pour éveiller l'opinion sur les dégâts causés par la prostitution et agir auprès des gouvernements pour mettre en œuvre des réponses politiques.

Les survivantes dénoncent un concentré d'inégalités : entre les sexes, entre les races. L'appartenance aux minorités, notamment ethniques (en Inde les Dalit, en Europe les Roms, au Canada les femmes aborigènes, aux États-Unis les femmes noires, etc) est soulignée par nombre d'entre elles.

À New Delhi, en 2017, Jackie Lynne (Canada), cofondatrice de Indigenous Women Against the Sex Industry (IWASI) a dénoncé le sort réservé aux femmes indigènes « depuis 600 ans » et les euphémismes sur leur sort. Aux médias qui parlent de femmes « *who are missing* » (disparues), Jackie répond : « Non, elles ne sont pas "manquantes", elles sont violées, trafiquées, tuées ». Elle défend une « lutte acharnée contre l'impunité des féminicides » qui sont pratiqués dans la prostitution, « pour mettre un terme à cette pratique au cœur de la phallocratie détruisant la moitié féminine de l'humanité ».

Des vulnérabilités exploitées par les proxénètes : agressions sexuelles, viols, incestes

La danoise Tanja Rahm a longtemps dit qu'elle avait « choisi ». Mais une thérapie lui a fait prendre conscience du fait qu'elle avait été psychologiquement forcée en raison

[6] Interview de Rebecca Mott, femme rescapée de la prostitution et abolitionniste <http://sisyphe.org/spip.php?article4357>.



UNE VOIX QUI MONTE DANS LE MOUVEMENT #METOO

Des survivantes ont fait leur apparition dans le cadre du mouvement #metoo. Lors de la CSW 2018, à New York, de nombreuses survivantes se sont exprimées, notamment Mickey Meiji d'Afrique du sud et Autumn Burris des États-Unis, lors de la conférence organisée par la CATW avec Equality Now.

Mira Sorvino, une des premières actrices hollywoodiennes à avoir dénoncé Harvey Weinstein, très émue à l'écoute de leurs témoignages, s'est ainsi exclamée que la prostitution, c'était « #metoo under steroids », ou « #metoo puissance mille ».

d'une enfance dysfonctionnelle, d'une jeunesse marquée par des agressions sexuelles et donc d'un manque d'estime d'elle-même. Elle affirme maintenant : « On ne choisit pas la prostitution, c'est la prostitution qui nous choisit. »

« Nous avons été collectivement apearées, violées, battues, vendues, rejetées. La plupart d'entre nous ont aussi été des petites filles oubliées, négligées, abusées, utilisées, égarées, abandonnées et non protégées. »

« Je connais des femmes prostituées – j'en ai été une – et nos raisons d'être là étaient claires : la pauvreté, le racisme, l'oppression de classe, le sexisme et les violences subies dans l'enfance » écrit Trisha Baptie (La Cles). « Développer dans l'enfance une association entre la sexualité et la domination et la douleur, ainsi que la compensation, offre une structure particulièrement adaptée à la prostitution », affirment Shanie Roy (Québec) et Rebecca Mott (GB).

Grizelda Grootboom dit bien qu'elle n'a pas été « forcée » mais que des événements dans sa vie l'ont conditionnée au « travail du sexe » et à la drogue.

Mettre à jour les conséquences de la prostitution

World Without Exploitation donne le chiffre de 55 % des femmes prostituées touchées par un stress post-traumatique

(PTSD) et partage ces données sur son site : « *Human trafficking and sexual exploitation : the statistics behind the stories* » (« *Exploitation sexuelle, les chiffres derrière les histoires* »), www.worldwithoutexploitation.org/stats.

Rebecca Mott explique sur son blog (www.rmott62.wordpress.com) la dimension traumatique qui a accompagné son expérience de prostitution^[7].

Dans son livre, Laurence Noëlle explique à la fois les causes qui l'ont amenée à la prostitution (inceste notamment) mais aussi les violences insupportables qu'elles y a subies alors qu'elle était mineure, puis l'enfermement et les traumatismes qui ont suivi.

Japon : Honorer un devoir de mémoire et obtenir réparation

Sur les 200 000 femmes, notamment coréennes mais aussi chinoises, philippines, indonésiennes et taïwanaises contraintes à l'esclavage sexuel dans les bordels de l'armée japonaise avant et pendant la 2^{ème} guerre mondiale, quelques survivantes se battent depuis 1990 contre le rejet et le déni. Leur combat contre le silence est exemplaire. Tokyo a mis 70 ans pour leur présenter ses excuses pour cet enrôlement de force ; beaucoup d'entre elles étaient, hélas, déjà mortes.

[7] « Le viol comme routine et le traumatisme comme fosse », Sysiphe, <http://sisyphe.org/spip.php?article4292>, 21/10/2012.

PESER SUR LES CHOIX POLITIQUES ET LES LÉGISLATIONS

SPACE a toujours eu pour objectif le combat politique pour la mise en œuvre du modèle nordique à travers le monde. Les survivantes irlandaises se sont ainsi impliquées depuis 2010 en Irlande (où la loi a été adoptée en 2017) avant de joindre leurs forces pour créer SPACE International. SPACE et Rachel Moran ont contribué au succès de la campagne « Turn off the red lights », regroupant 70 associations irlandaises militant en faveur du modèle nordique en matière de prostitution.

Mettre en lumière les liens entre traite et prostitution

Selon SPACE, « parler de traite sans mentionner la prostitution, c'est comme parler d'esclavage sans mentionner les plantations. »

Par leur connaissance sans égale du proxénétisme et des circuits de l'exploitation sexuelle, les survivantes peuvent pointer la continuité de nature entre la « prostitution » et la « traite des êtres humains ». Leur diagnostic est indispen- .../...



LES INTIMIDATIONS DE L'INDUSTRIE DU SEXE

Menaces, dénigrement, attaques personnelles... Tanja Rahm parle de « la haine » que déclenche son discours chez les défenseurs de la prostitution. « À plusieurs occasions, on m'a dit clairement de la fermer et d'écouter les travailleuses du sexe », témoigne Rae Story, elle-même prostituée pendant dix ans. « J'ai constaté que plus je parlais et écrivais de façon forte et claire, plus les attaques dirigées contre moi étaient personnelles et vicieuses », ajoute Rebecca Mott. Shanie Roy témoigne de la manière dont ses adversaires ont tout fait pour la ridiculiser lors du 7^{ème} congrès international des recherches féministes dans la francophonie, à Montréal (2015) alors qu'elle s'exprimait sur la place des survivantes de l'exploitation sexuelle au sein des gauches. Dans son livre (*The pimping of prostitution*, Palgrave Macmillan, p. 318, 2017.), Julie Bindel montre comment les pro-travail du sexe répandent sur les réseaux sociaux l'idée que les survivantes sont des « fake » et qu'elles mentent. En France, le « Syndicat du travail du sexe » manifeste contre les survivantes dès qu'elles prennent la parole et cherchent à s'organiser : faux sang déversé devant la Machine du Moulin Rouge, le 13 avril 2013, cris et pancartes « clients pénalisés, putes assassinées »...

Il est donc bon de rappeler que les prétendus « syndicats » qui militent pour la décriminalisation de l'industrie du sexe sont sujets à caution. Aux États-Unis, Coyote, fondé en 1973 et présenté pendant des décennies comme le premier syndicat de prostituées, était financé par l'industrie du sexe californienne. Censé relayer la parole des premières concernées, ce groupement était en réalité constitué de libéraux, politiciens, clients, gens de médias et intellectuels engagés pour la libéralisation du « travail du sexe ». Les femmes prostituées n'y étaient que... 3 % (À ce sujet, lire notamment Lilian Mathieu, *Mobilisations de prostituées*, Belin, 2001 et Sheila Jeffreys, *The idea of prostitution*, Spinifex Press, p. 72, 2008). Mais le mensonge a parfaitement fonctionné, notamment auprès des médias et donc de l'opinion.

sable pour faire évoluer les lois afin de mieux lutter contre la prostitution, le proxénétisme et la traite qui sont les aspects indissociables d'un même système.

« MON EXPÉRIENCE DANS LES BORDELS EST CELLE DU TERRORISME. »
CHELSEA, Nouvelle-Zélande, citée par Shanie Roy

Contre la normalisation du « sex work » et du proxénétisme

« NOTRE PROBLÈME N'EST PAS LE "MANQUE DE RECONNAISSANCE DE LA PROFESSION", NOTRE PROBLÈME EST LA "PROFESSION" ELLE-MÊME. »
HUSCHKE MAU

Dans le film de Marie Vermeiren *Not for sale/Pas à vendre* (disponible sur Youtube), Fiona Broadfoot explique pourquoi le mot « travail du sexe » trompe sur la réalité de la prostitution.

À propos de la zone de prostitution expérimentale prétendument sûre créée à Leeds (Grande Bretagne) en 2014, où une jeune femme de 23 ans a été assassinée par un client, où ont été dénoncés deux viols et une agression grave en un an, Fiona Broadfoot a parlé en 2016, lors de la CSW, de « camps de viol légalisés ».

Marie Mercklinger, allemande abolitionniste dans un pays qui lui est particulièrement hostile, saisit toute occasion de rappeler les réalités de la légalisation dans son pays : jeunes femmes enceintes offertes aux clients sans préservatif

pour des « gang bangs », femmes qui meurent en raison des violences qu'elles subissent.

« Notre problème n'est pas le "manque de reconnaissance de la profession", notre problème est la "profession" elle-même », écrit Huschke Mau dans sa « Lettre ouverte aux Jeunesses de gauche unies de Brême », une organisation jeunesse officielle du parti allemand de la gauche radicale, à l'origine d'un texte intitulé « Solidarité avec les travailleurs et travailleuses du sexe ».

Lors de la catastrophique prise de position d'Amnesty International en 2015, appelant à la décriminalisation des proxénètes, des survivantes lui ont adressé une lettre : « Vous allez approuver un modèle légal qui ouvre une voie royale aux proxénètes et aux clients. En agissant ainsi, vous vous préparez à travailler contre vos propres principes en matière de droits humains ».

Peser sur les changements législatifs : une parole décisive

• Décriminaliser les personnes prostituées

SPACE International se mobilise pour la décriminalisation des personnes prostituées et la criminalisation de ceux qui les exploitent, des stratégies de sortie viables assortis de services.

En Grande-Bretagne, Fiona Broadfoot, membre de SPACE International, a mené un combat de plusieurs années pour

Dossier

Survivantes contre le silence

demander pour les personnes prostituées l'effacement des condamnations du casier judiciaire qui était un frein à leur recherche d'emploi. Elle a obtenu gain de cause^[8].

• La loi Fosta/Sesta (USA)

Aux États-Unis, 13 survivantes ont été en première ligne pour soutenir la récente loi Fosta/Sesta qui donne aux victimes de la traite à des fins sexuelles la possibilité de poursuivre en justice des sites Internet ayant publié des annonces postées par leurs proxénètes et trafiquants, sites jadis à l'abri de toute poursuite. Une victoire sans précédent^[9].

• La loi du 13 avril 2016 en France

En France, même si elles n'étaient encore ni nombreuses ni organisées, les survivantes ont pesé dans le débat qui a précédé le vote de la loi du 13 avril 2016 : tribunes dans la presse, auditions au Sénat et à l'Assemblée Nationale, colloques, Appel au Premier Ministre^[10], marche de Rosen (déterminante dans le processus d'adoption de la loi).

Dès le rapport Bousquet, en 2011, leur parole a été relayée. Et le 13 avril 2013, lors d'un événement organisé par Abolition 2012 à la Machine du Moulin Rouge, le témoignage public de trois d'entre elles a fait l'effet d'un choc. Pour la première fois des personnalités politiques et du monde de la culture se sont affichées à leur côté, affirmant leur soutien.

En mai 2018, à nouveau, cette fois pour demander l'application de la loi, trop timidement mise en œuvre, Rosen a marché sur la route de l'esclavage avec d'autres survivantes (voir p. 6).



Rosen Hicher avec des survivantes de Strasbourg en mai 2018.



Conférence de SPACE International à la CSW62, avec de gauche à droite : Vednita Carter, Cherie Jimenez, Autumn Burris, Rachel Moran et Melanie Thomson.

• Braquer les projecteurs sur la responsabilité des proxénètes

Dès 1995, Norma Hotaling créait le First Offender Prostitution Program (FOPP) qui soumet les clients interpellés par la police (comme le veut la loi américaine qui pénalise à la fois les personnes prostituées, les clients et les proxénètes) à une formation d'un genre inédit. Surnommé « John's school », l'école des clients, ce programme destiné à éviter la récidive en les informant sur les réalités de la prostitution et le tort qu'ils causent aux femmes, a essaimé dans plusieurs villes américaines.

SPACE International défend l'idée que deux aspects du combat sont indissociables : le développement d'alternatives pour les personnes piégées dans le commerce du sexe et les mesures à même de supprimer la demande, notamment sa criminalisation.

« Les dommages, la violence et la mort perpétrés par les acheteurs de sexe restent souvent ignorés » écrivent Survivors for Solutions : « La prostitution n'est pas un crime sans victimes ». En dénonçant le « féminicide prostitutionnel », Jackie Lynn affirme la nécessité d'adopter des mesures pénales contre les proxénètes, souvent impliqués dans les meurtres.

Pour les survivantes de Strasbourg soutenant Rosen, « voter la loi pour la pénalisation des clients, c'est protéger nos enfants. La société doit permettre d'avoir les moyens d'en sortir sans avoir besoin de l'argent des clients. » ●

[8] En France, l'abrogation du délit de racolage par la loi du 13 avril 2016 a permis d'effacer du casier judiciaire des personnes les mentions éventuelles de condamnations antérieures pour ce délit.

[9] « Internet et prostitution. Le commencement de la fin de l'impunité ? », <http://www.prostitutionetsociete.fr/>.

[10] « Appel des survivantes de la prostitution au premier ministre, "pour le droit à la vie, le droit à la dignité, le droit à l'avenir" », Mediapart, 16 juin 2014. <https://blogs.mediapart.fr/edition/les-invites-de-mediapart/article/160614/appele-des-survivantes-de-la-prostitution-au-premier-ministre>.